

COLLECTIF

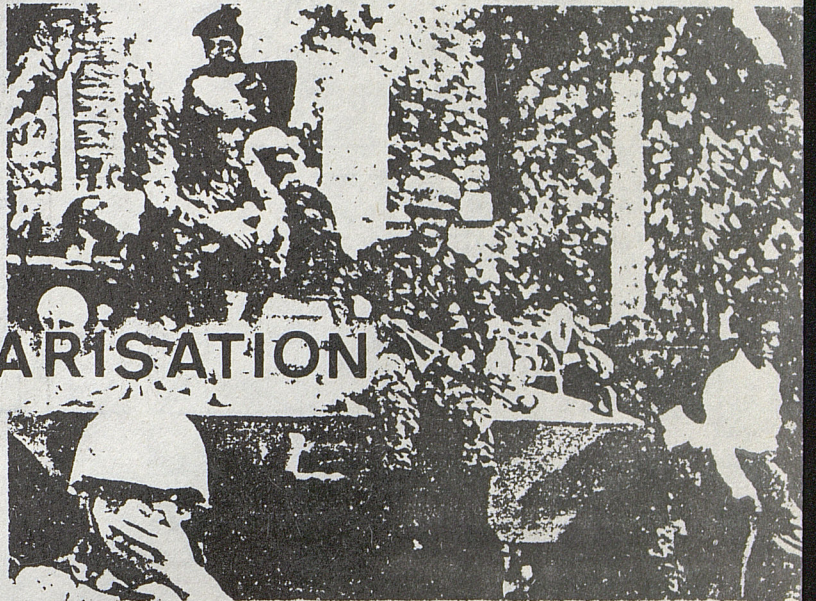
SOLIDARITE

# GUATEMALA

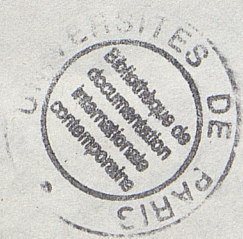
N° 17

NOVEMBRE - DECEMBRE 1982

5 F



RIOS MONTT =  
MILITARISATION



## MASSACRES

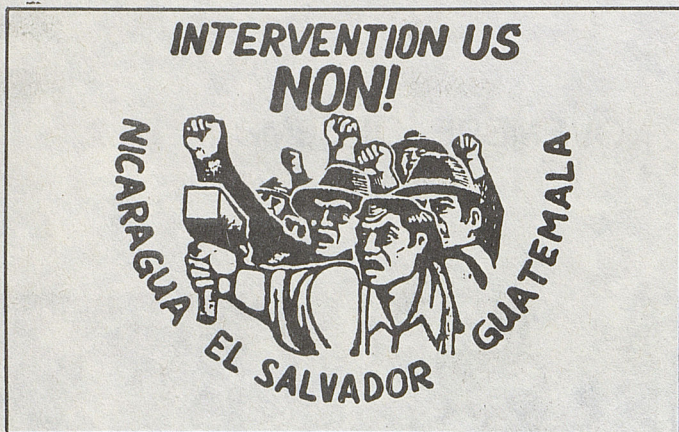


REFUGIÉS



4° P. 12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.



**COLLECTIF GUATEMALA**  
 67, rue du Theatre  
 75015  
 tel. 579.67.5  
 Permanence tous les Jours  
 à partir de 17h00.

**MATERIEL DISPONIBLE**

**AUPRES DU COLLECTIF**

Films 16mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32mn

Brochure : *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews aux commandants de l'EGP, des FAR, d'ORPA et du PGT-ND).

*Cahiers guatémaltèques* : série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, formant un dossier. Le n°1 concerne les « Indiens et la révolution » (5 articles jusqu'aujourd'hui).

Film vidéo : *Le chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

Bulletin : *Solidarité Guatemala*  
 Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.  
 Affiches, autocollants, cassettes, etc.  
 T-shirts « U\$ A\$\$A\$\$INS, Hors de l'Amérique Centrale »

# ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du GUATEMALA est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "SOLIDARITE GUATEMALA" vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

6 NUMEROS ..... 30 F  
 ABONNEMENT DE SOUTIEN ..... 60 F  
 Chèques à l'ordre de.  
**COLLECTIF GUATEMALA**



Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....

Je m'abonne et je paye ..... F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.  
 OUI                      NON



## EDITORIAL



Le 17 Septembre, quatre militants révolutionnaires guatémaltèques sont assassinés dans une parodie grotesque d'exécution légale. Quatre morts de plus commis par une armée qui a massacré 90.000 guatémaltèques ces 30 dernières années ne devraient pas constituer une nouveauté. En assumant devant l'opinion publique nationale et internationale cette exécution publique, Rios Montt a la prétention de «LÉGALISER» sa principale méthode de gouvernement : le terrorisme d'état. Mais personne n'est dupe. Les gouvernements mexicain et costa-ricain ont protesté contre ce nouveau crime de la dictature guatémaltèque. Même l'intervention de la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme en faveur des condamnés auprès de Rios Montt n'a eu aucun effet.

Le 18 octobre, l'armée lance un ultimatum à 5.000 paysans indiens désarmés qu'elle somme de se rendre dans les 48 heures. Une fois de plus, au nom de la lutte contre la «subversion», il s'agit de camoufler le massacre de populations civiles en opération militaire. Cette politique de génocide menée par le pouvoir militaire, en accord avec l'impérialisme nord-américain, prétend mettre en échec la guerre de libération nationale que livre le peuple guatémaltèque à travers ses organisations.

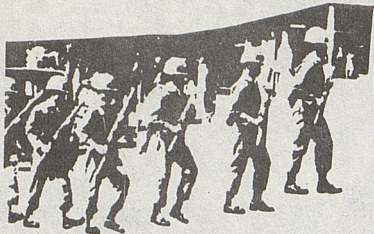
Face aux aspirations LÉGITIMES de ce peuple engagé dans une guerre populaire révolutionnaire, la militarisation de l'État et de la société constitue l'axe principal de l'actuelle stratégie suivie par la dictature. La militarisation, cela signifie en plus de la suspension des libertés fondamentales (liberté de presse, de réunion...etc.), le droit de brûler, torturer, violer, tuer... fusiller.

Cependant, la création de nouveaux fronts de guérilla par des organisations membres de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque et l'occupation pacifique de l'ambassade du Brésil par des paysans (dont des membres du Comité d'Unité Paysanne) montre les capacités de résistance et d'initiative du mouvement révolutionnaire. De plus, la naissance de comités de défense agissant au niveau local dans les zones rurales constitue sans aucun doute une alternative de combat à l'exode intérieur et extérieur. En effet, le Guatemala compte aujourd'hui plus de 1.000.000 de réfugiés, soit 1/7 de sa population.

La tactique des «hameaux stratégiques» visant à concentrer les populations afin de les contrôler et d'affaiblir la guérilla s'avère donc être un échec. Echec de la tentative du pouvoir de créer des zones de paix en opposition à des zones de guerre alors que l'affrontement s'étend à tout le pays. Nul guatémaltèque n'ignore aujourd'hui que ce déroule au Guatemala non pas une guerre civile mais une guerre populaire-révolutionnaire.

Malgré le blocus de l'information orchestré par le régime militaire et les agences de presse internationales complices, nous ne pouvons ignorer *nous en France* le génocide dont est victime le peuple guatémaltèque. Face à cette situation, la nécessité d'un mouvement de solidarité se fait de plus en plus pressante. Dans ce sens, la coordination nationale des comités Guatemala réunie à Paris les 2 et 3 Octobre a décidé de développer des campagnes d'information et de soutien à la lutte du peuple guatémaltèque et de ses organisations.

**HALTE AUX MASSACRES AU GUATEMALA !!!**



## CHRONOLOGIE DU COUP D'ETAT



23 mars : à l'aube, 300 jeunes officiers prennent le contrôle de la Zone Militaire de Jutiapa, du groupement tactique de la Force Aérienne et ils encerclent le Siège de la Présidence de la République. Le frère du Président, le Général Benedicto Lucas, chef d'Etat Major de l'armée, est arrêté par un simple lieutenant. Dans un message diffusé par la radio nationale les insurgés déclarent que leur action était destinée à empêcher l'installation du Général Anibal Guevara à la présidence de la République et à restaurer une « Démocratie Authentique » ; un plan de trois points est formulé : appeler aux élections générales au terme de 60 jours ; l'impossibilité pour les militaires d'être élus et l'arrêt de la corruption gouvernementale

Néanmoins, le reste des brigades restent sous le contrôle des officiers de haut rang qui décident de se joindre au putsch mais à leur façon. En quelques heures de négociations ils obtiennent le départ de Lucas Garcia.



24 mars : Un triumvirat composé par le Général Rios Montt, le Colonel Francisco Luis Gordillo (ex-commandant de la base militaire de Quetzaltenango) et le Général Horacio Maldonado

Shaad (Commandant de la Garde d'Honneur principale caserne de la capitale), dissout la Constitution et annonce qu'il gouvernera par Décret. Ils déclarent avoir pris le pouvoir pour arrêter le « désordre et la corruption »

Les jeunes officiers sont relégués au rôle de conseillers.

25 mars : Les partis perdants aux élections du 7 mars, la Démocratie Chrétienne et le Mouvement de Libération National - MLN - (extrême-droite) se mettent d'accord pour soutenir la nouvelle junte et demander les garanties suivantes : 1) réalisation des élections au terme de six mois ; 2) garantir le caractère transitoire du gouvernement militaire ; 3) la création d'un nouveau Conseil Electoral avec représentation égalitaire des partis et 4) révision des lois électorales.

6 avril : La Junte militaire fait publier programme de 14 points qui doit servir de base de gouvernement jusqu'à la promulgation d'une nouvelle Constitution. Cette plateforme promet :

- \* garantir la sécurité des individus sur la base du respect absolu des Droits de l'Homme.

- \* ... bâtir les fondements de l'intégration et de la participation des différents groupes ethniques qui forment notre nationalité ;

- \* réaliser la récupération de l'économie nationale...

- \* éliminer la corruption administrative et promouvoir un véritable esprit de service public

- \* améliorer le niveau de vie

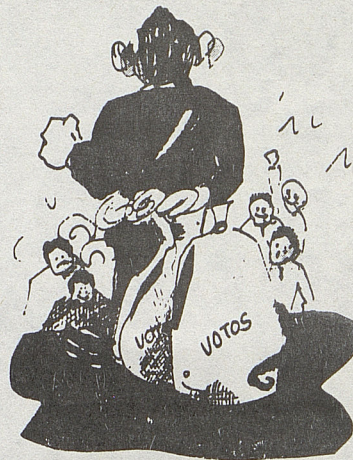
- \* réorganiser le système électoral

- \* rétablir la Constitution dans un bref laps de temps.

12 avril : les nouvelles autorités militaires généralisent l'emploi de « milices civiles » et fournissent de l'armement automatique, y compris des fusils M-1

15 avril : Une déclaration publique de la Conférence Episcopale du Guatemala affirme que plus d'un million de gua-

témaltèques ont du abandonner leur foyer et leur parcelle comme conséquence de la situation de terreur généralisée.



20 avril : La Police Nationale crée un nouveau « Commando des Opérations Spéciales » destiné à coordonner et solidifier le travail de la Police dans les divers départements du pays

24-29 avril : Selon un rapport du « Latin America Weekly Report » 150 hommes, femmes et enfants ont été assassinés dans 5 villages des hauts plateaux.

12 mai : Le Comité d'unité Paysanne (CUC) accuse la nouvelle Junte d'avoir massacré plus de 3000 paysans depuis le 23 mars. Ils dénoncent aussi l'utilisation d'une nouvelle tactique pour décimer la population indienne : la famine. La tactique de la terre brûlée semblable à celle utilisée en Timor Oriental par l'armée indonésienne, est utilisée pour atteindre les paysans qui cherchent refuge dans la forêt.

12 mai : Un groupe d'hommes et de femmes appartenant au Comité d'U-

nité Paysanne (CUC) et originaires des hauts plateaux centraux, occupent l'ambassade du Brésil. Il s'agit



d'une occupation pacifique qui cherche à dénoncer devant l'opinion publique internationale le génocide qu'est en train de commettre la nouvelle junte militaire. 36 heures après, la Junte militaire a été contrainte de céder aux demandes des occupants.

25 mai : Le Décret 33-82 de la Junte militaire établit une «amnistie générale» à partir du 31 mai à tous les «subversifs» ainsi qu'aux officiers qui ont été responsables d'atteintes aux droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre la subversion.

27 mai : Le Général Rios Montt déclare que l'état d'urgence sera imposé à la fin de la période de 30 jours d'amnistie dans certaines régions «qui vivent dans un état de guerre» et il ajoute : «il est préférable d'annoncer qu'on a fusillé 20 subversifs au lieu d'informer des massacres de 30 ou 40 innocents»

9 juin : Les bureaux de deux membres de la Junte militaire, le Général Maldonado Schaad et le colonel Gordillo, sont investis par des effectifs militaires. Des Unités de Blindés entourent le Palais de la Présidence. Un nouveau coup d'état vient d'être consommé. Les «jeunes officiers» qui avaient commencé le putsch du 23 mars, apparaissent de nouveau devant la presse derrière le Général Rios Montt.

1 juillet : L'état de siège est décrété dans tout le pays contrairement aux déclarations faites le mois précédent. Les partis politiques seront désormais interdits de même que les organisations syndicales. Les garanties indivi-

duelles sont suspendues et la peine de mort est rétablie. Des «Tribunaux spéciaux», dont la procédure ainsi que les personnes qui le composent sont secrets, ont été créés. La censure est rétablie.

La Commission des Droits de l'Homme de Guatemala accuse le gouvernement d'être responsable de l'assassinat de 403 personnes, de 33 enlèvements et 47 disparitions, seulement pour les mois d'avril et mai.

13 juillet : De Londres, Amnesty International publie un rapport sur les violations des droits de l'homme après le coup d'état : ils comptent plus de 60 massacres qui représentent plus de 2612 assassinats.



## LE RENFORCEMENT DE LA MILITARISATION DE L'ÉTAT

L'information qui domine l'actualité guatémaltèque depuis une semaine commence à percer dans le monde occidental. Il s'agit de l'ultimatum lancé à 5 000 paysans indiens pour qu'ils se rendent. Encerclés par l'armée dans la région de San Martín Jilopégue (Chimaltenango), ils sont en danger de mort.

Ríos Montt appelle cette stratégie « Fusiles y frijoles ». Elle consiste à regrouper les populations dans des villages devenus stratégiques sous couvert de leur prodiguer une assistance médicale et alimentaire.

Ce genre d'opération a fait l'objet de plusieurs planifications comme le « Plan national de Sécurité et Développement », le plan d'action et d'aide à l'alti-plano — et d'autres. Ces plans restent très peu connus aujourd'hui. Essayons d'en voir les ressorts idéologiques, politiques et militaires, six mois après le début de leur application.



Né des contradictions internes aux classes dominantes qui se sont exprimées lors de la campagne électorale, le coup d'état du 23 mars marque également l'hégémonie de l'armée sur l'état guatémaltèque. Au prises avec une crise sans précédent, aux composantes économiques politiques et militaires, la dictature se devait de briser son isolement international afin de pouvoir (en toute légitimité) mener la guerre finale à la subversion et notamment à l'URN (créée le 7-2-82). Deux axes fondamentaux définissent le compromis dont la junte militaire, présidée par le général Efraín Ríos Montt, était porteuse : un consensus intérieur basé sur la lutte anti-guérilla ; une amélioration simultanée de son image internationale.

Afin de mener à bien cette nouvelle stratégie, le pouvoir militaire en alliance avec l'impérialisme américain va développer son actions vers une légitimation de la terreur à travers sa légalisation. En effet, par la naissance de cette nouvelle légalité, la dictature concilie le terrorisme d'état avec la nécessité d'une apparence civilisée. Cette mystification construite sur le mode paradoxal va se con-

crétiser sur le plan tactique par l'opposition ville-campagne.

Ainsi dans les premiers mois, à une répression féroce dans les campagnes s'oppose une certaine libéralisation dans les villes. Le but est double : rechercher une base sociale dans les couches urbaines et offrir une vitrine acceptable à l'opinion internationale.

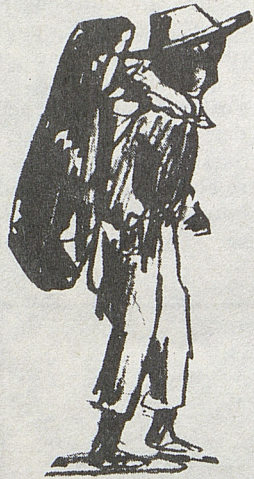
L'entretien accordé par quatre membres du FP 31 ayant participé à l'occupation de l'ambassade du Brésil, les 12 et 13 mai confirme cette analyse.

« Nous avons pris l'ambassade pour dénoncer les massacres et les violations des droits de l'homme. Un autre objectif était d'expliquer au peuple du Guatemala le caractère du régime de Ríos Montt alors qu'il était arrivé à confondre certains secteurs ». « Il est important de signaler que seul un fait de caractère international nous permettait de rompre le silence imposé par Ríos Montt à propos des massacres dans les campagnes ». Le 1er juillet la systématisation des massacres de paysans indiens sera légalisée par l'état de siège qui est reconduit tous les mois depuis ; l'amnistie proposée en juin n'étant que la condition à la légitimation de ce GÉNOCIDE.

Après le thème de la lutte entre les extrêmes développé par le régime précédent celui de la guerre civile est révélé à l'opinion nationale et internationale. Niant le caractère populaire et révolutionnaire de la lutte, le régime tente de faire apparaître les massacres comme le résultat d'affrontements entre paysans et révolutionnaires. Or si nous avons souligné le contenu de la rupture du coup d'état, sur le plan militaire il faut parler de continuité ou plutôt d'intensification des méthodes anti-guérilla déjà mises en œuvre par Lucas García : terres brûlées, villages stratégiques, massacres. Francisco Bianchi, attaché de presse à la présidence résume le mieux l'idéologie qui préside à ces actes de barbarie : « La guérilla a conquis beaucoup de collaborateurs chez les indiens, donc les indiens sont des subversifs » et comment se combat la subversion ? « Il faut tuer les indiens parce qu'ils collaborent avec la subversion » ou encore « Ils n'étaient pas innocents, ils s'étaient vendus à la subversion ». Par cette politique d'extermination, l'objectif des militaires est de détruire la tradition communale chez les indiens. Obligeant ceux-ci, par la terreur, à émigrer à

l'intérieur (estimés à 150 000) ou à immigrer au Mexique (120 000), au Honduras, la répression s'emploie à détruire systématiquement deux valeurs fondamentales de la population indienne : la terre et les enfants.

En clair, les indiens en maintenant leur tradition communautaire se situent hors de la légalité, autrement dit hors des lois «propres à toute civilisation occidentale». Cependant l'impossibilité du pouvoir guatémaltèque de promulguer l'état de siège seulement dans la région de l'altiplano et de créer parallèlement des «zones de paix» dans les principales villes du pays montre les capacités de résistance des paysans indiens et celles des organisations révolutionnaires attaquant le pouvoir jusque dans ses centres nerveux.



Maintenant et au vu des événements illustrant les contradictions, les tensions qu'implique la politique de Rios Montt, nous pouvons nous poser la question de l'avenir du régime.

En effet, aussi bien le mini coup d'état que la proclamation de l'état de siège, montre la volonté hégémonique de l'armée, marginalisant du processus de décisions, les partis politiques et les organisations patronales.

Ainsi à travers la création du conseil d'état (substitut à l'assemblée constituante dont il était question le 23 mars), l'État, instrumentalisé par la haute hiérarchie militaire démit, impose unilatéralement, le mode de participation des «instances représentatives» des classes dominantes guatémaltèques. Jusqu'à aujourd'hui, aussi bien les organisations

patronales que les partis politiques à l'origine du coup d'état, n'ont accepté d'y participer.

Dans ce cadre, il apparaît que le pouvoir sans partage de E. Rios Montt et à travers lui de l'institution militaire reste fragile. Il sera jugé sur ses capacités à masquer le génocide du peuple paysan indien et donc d'obtenir l'aide militaire et économique américaine. De ce point de vue, l'assistance dont il bénéficie de pays comme Taïwan, Afrique du Sud et Israël constitue sans aucun doute une marge de manœuvre.

Cependant la création de nouveaux fronts de guerre et la réponse offensive des organisations populaires et révolutionnaires guatémaltèques à l'état de siège montre toute la force de l'engagement révolutionnaire.

## LA SITUATION DANS LES CAMPAGNES GUATEMALTEQUES

G. Bouvier

Domingo, Bernardo, Fabián, Alán sont des militants guatémaltèques du F.P. 31 (FRONT POPULAIRE DU 31 JANVIER), créé à la suite du massacre de 40 paysans à l'Ambassade d'Espagne le 31 janvier 1980 à Ciudad-Guatemala.

Tous les quatre ont fait partie du groupe de 15 personnes qui s'empara de l'Ambassade du Brésil à Guatemala le 14 mai 1982 pour dénoncer la situation dans les campagnes guatémaltèques après le coup d'état du Général Rios Montt en Mars dernier. Voici leur témoignage recueilli à Mexico où ils sont réfugiés.

«Les massacres de nos communautés indiennes se sont intensifiés depuis le coup d'État du Général Rios Montt. Du temps du général Lucas Garcia, le président précédent, l'armée arrivait dans les villages deux fois par mois à peu près. Mais récemment, après le coup d'état des 3 généraux, au Guatemala, la répression dans les campagnes s'est durcie et la présence de l'armée dans les campagnes s'est faite plus pressante. Des paysans sont brûlés vivants, d'autres pendus dans leur maison. Beaucoup de nos compagnons sont morts de cette façon. Quand le gouvernement parle de contre-insurrection, d'affrontements avec la guerrilla, quand ils annoncent à la radio et à la presse ce que furent ces affrontements, nous, nous savons que les morts dans ces affrontements ont été des paysans, des femmes, des enfants qui ne pouvaient s'enfuir. Dans les campagnes la grande majorité des paysans ont entre 7 et 10 enfants, et ils ne peuvent s'enfuir. Quand l'armée

arrive dans les villages, les gens restent sur le chemin et sont massacrés. Quand les «Kaibiles» rencontrent un homme, ils le tuent. Ils violent les femmes devant les enfants, et beaucoup d'enfants qui veulent défendre leur mère ou leur sœur sont tués ; ils sont jetés dans les rivières ou emmenés pour être massacrés. L'armée brûle aussi nos récoltes.

Quand l'armée lance une offensive, elle commence à tirer dans les montagnes, car elle sait que c'est le refuge des paysans. L'aviation, les hélicoptères arrivent. L'armée attaque le village au bazooka. Souvent on ne peut enterrer les morts comme c'est la coutume pour tous nos morts. Quand l'armée lança l'offensive contre Cucabaj, l'un des villages du canton de Quiché, il y eut beaucoup de morts et les villageois retrouvèrent deux jours plus tard, dans un champ, un petit enfant encore en vie qui s'efforçait de têter sa mère. Ils conduisirent l'enfant dans un autre village.

Tous ces viols, les incendies des maisons, des ranchos augmentent ; c'est une répression brutale qui veut exterminer les paysans, le peuple indigène. Cette répression a été déclenchée contre les départements du Quiché, de l'Alta Verapaz, de Salama, de Huehuetenango, de San Marcos et de la côte Pacifique ; mais elle atteint aussi la capitale : Ciudad Guatemala.

Voici le témoignage d'un de nos camarades de Chichicastenango, centre touristique du département de Quiché :

«L'armée a commis de grands massacres dans la région de Chichicastenango. Ainsi, dans le canton où je vis, le 25 mars 1982 l'armée massacra 30 personnes, hommes, femmes et enfants de 5 ans. Ils volèrent tout ce que nous avions. Ils se sont saisis des gens sans donner d'explication.»

Pour nous défendre contre l'armée, nous nous sommes organisés. Si nous n'avions pas pratiqué l'auto-défense le

nombre de morts eût été beaucoup plus important. Nous avons développé la surveillance de nos villages et les moyens de communiquer. Quand on signale l'arrivée de l'armée, les enfants de 8 à 10 ans font le guet et nous nous préparons à abandonner le village pour éviter la mort de beaucoup d'entre nous. La communication est immédiate entre les villageois. La grande majorité de ceux qui sont tombés sont des vieillards, des femmes et des enfants. Les jeunes de 18 à 30 ans réussissent à s'enfuir. Ceux qui sont capturés sont abattus par l'armée, habillés en vert olive et présentés à la presse comme des guerilleros morts pendant les combats.

On a entendu dire que dans de nombreux villages les routes avaient été coupées, que de nombreux hameaux avaient été isolés des chefs-lieux de canton. Tous ces sabotages ont lieu pour empêcher l'entrée de l'armée dans les communautés. Nous avons souvent brûlé des voitures pour en faire des barricades et empêcher l'armée d'entrer avec ses camions.

Voilà la situation dans les campagnes et voilà comment nous nous défendons. Ce sont les paysans qui mènent la lutte au travers des organisations. Il y a des cadres régionaux et locaux qui ont la charge de diriger notre organisation. Parmi ceux qui ont décidé de prendre l'Ambassade du Brésil il y avait beaucoup de cadres locaux de l'organisation paysanne C.U.C. (Comité Unidad Campesina : Comité Unité Paysanne). Le comité donne des orientations à la population. Il prépare de nouvelles méthodes pour faire face à la répression.

Dans les campagnes nous avons besoin de médicaments, beaucoup de gens sont blessés, beaucoup d'enfants sont malades, souffrent de malnutrition ; il y a beaucoup de vieillards qu'il faut soigner. Les paysans aident l'organisation en remettant qui un poulet, qui un cochon, qui un vêtement. Ils savent que la lutte va être longue car nous nous affrontons à l'armée du Guatemala qui a l'appui des États-Unis, de l'Argentine et d'Israël. Mais notre peuple est conscient que nous sommes en guerre et que nous allons la gagner.

Les hommes, les femmes, les enfants apprennent à lire et à écrire. On sait que le pays d'Amérique latine qui compte le plus d'analphabètes est le Guatemala : 70 à 80 %, selon nos estimations. Dans les campagnes très peu nombreux sont ceux qui savent lire. Dernièrement le gouvernement a déclenché une répression contre les maîtres d'école. Beaucoup d'instituteurs ont été assassinés dans les villages. Plusieurs ont rejoint notre organisation et apprennent à lire à la population.

Il est clair que cette guerre va durer longtemps, et que beaucoup de nos camarades seront blessés. Plusieurs de nos camarades étudient pour se préparer

à assurer les soins médicaux. L'une de nos camarades, ici présente, est allée dans de nombreuses communautés du Quiché, en tant que déléguée du service médical du C.U.C. L'armée continue à massacrer et ne laisse entrer personne dans les villages pour soigner les blessés. Alors nous nous chargeons d'aller les soigner. Mais nous n'avons pas de médicaments, seulement de l'eau et du savon et un peu de gaze pour soigner les blessures. En 2 mois nous avons eu affaire à 200 blessés, atteints de blessures graves. Quand l'armée était signalée il fallait s'enfuir en courant, il fallait emporter les blessés car l'armée les tue s'ils restent.

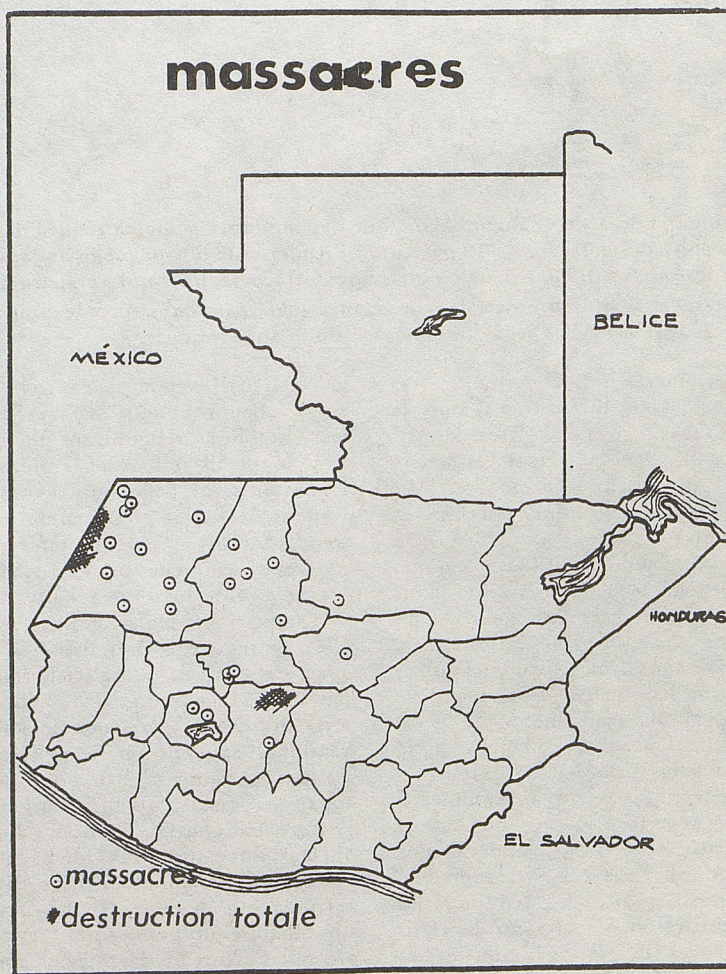
Au Guatemala, dans les régions occupées par l'armée personne ne reste chez soi la nuit, parce que d'un moment à l'autre l'armée peut entrer et massacrer. Alors nous avons pris des mesures de sécurité. Toutes les nuits, vers cinq ou six heures du soir nous partons nous réfugier dans les bois. Et les enfants aussi coopèrent ! Les enfants résistent à la souffrance et s'efforcent de ne pas pleurer quand il fait très froid et qu'ils ont très faim. Les enfants savent eux-mêmes que quand on parle de l'armée on parle de la mort. L'enfant sait qu'avec un cri qu'il peut pousser nous pouvons

être repérés par l'armée. Les enfants de 8-10 ans suivent les consignes de sécurité : quand ils se déplacent d'un endroit à un autre ils sont sur leur garde, ils se divisent en petits groupes : ainsi si l'armée en attrape un, les autres peuvent revenir et avertir le village que l'armée est dans les parages.

La formation de notre groupe de résistance, le F.P. 31 (Frente Popular) date du massacre de 40 paysans du Quiché qui furent brûlés vifs dans l'incendie de l'Ambassade d'Espagne le 31 janvier 1980, dans la capitale. Le F.P. 31 fut une réponse au massacre perpétré par l'armée. Nos camarades de la capitale sont solidaires de la lutte que nous menons dans les campagnes.

Nous lançons un appel à la presse internationale, aux pays démocratiques pour qu'ils organisent une campagne de solidarité dont a besoin notre peuple victime d'une agression qui n'est pas dirigée contre la guerrilla, comme le dit le gouvernement, mais contre le peuple lui-même qui lui fait face et résiste. C'est une offensive contre le peuple sans défense des villages indigènes du Guatemala ; c'est une guerre raciste ; c'est une guerre contre la culture indienne et les forces progressistes du pays».

Mexico, le 12 août 1982





## ETRE INDIEN



## ET SE BATTRE



Gabriel Ixmata  
représentant du secteur indien CGUP.

Je veux vous raconter un peu ce qu'est le département de San Marcos et notre vie de chaque jour. Et ce que je vais raconter est à l'image de ce qui se passe dans presque tous les départements du Guatemala. Mais maintenant, avec tout ce que nous avons vécu et souffert dans notre propre chair, il y a des choses très douloureuses que je ne parviens pas à exprimer.

Notre département compte 28 cantons et est le plus peuplé après la capitale. Il y a des régions froides, car ici se trouve le sommet le plus élevé d'Amérique Centrale, ainsi qu'un de ses plus hauts volcans, le Tajumulco, avec 4600 m. d'altitude. Au Nord on trouve des régions au climat tempéré. Le relief est très varié : il y a de petites plaines, des collines, des montagnes, des précipices. Les Mayas y ont également élevé des cités dont on voit encore aujourd'hui les restes. Dans la partie centrale passe la Sierra Madre, avec les grands volcans Tacana et Tajumulco. En descendant vers le Sud commence la région de la Boca Costa, avec un climat tempéré et de vastes plantations de café, débouchant sur le Pacifique. La limite Ouest du département est frontalière avec le Mexique.

Nous sommes approximativement 70 500 habitants à vivre dans San Marcos, la grande majorité Indiens de descendance Maya. Nous parlons plusieurs langues, les plus répandues étant le Mam, le Cakchiquel et le Poco-Mam.

Nous travaillons la terre, mais elle est pauvre et rare. Le maïs est notre principale production. Dans plusieurs endroits nous faisons des vêtements traditionnels et la majorité d'entre nous continue à les mettre, bien que cela soit parfois difficile à cause des moqueries des gens des villes.

L'artisanat est très varié : briques, tuiles d'argile, maisons d'abode (mélange de chaux et de sable), pots, cruches, jarres, assiettes, tasses et sculptures de terre cuite. Le tissage de couvertures et

de vestes en laine, de vêtements en fil, la fabrication de chaussures en cuir sont également importants.

Dans notre département les fêtes rituelles sont encore très vivantes : le jour du Maïs, la danse de la Conquête, la danse du Toro, le jour des semailles, le jour des Animaux, et aussi les rites autour du petit enfant de quelques jours, quand on demande pour lui force, intelligence et habileté, et quand on le présente en tant que nouveau membre de la société.

On joue de la marimba (sorte de xylophone en bois), du chalumeau et de la guitare dans toutes les fêtes. On boit de la chicha et de la cuxa, eaux-de-vie produites clandestinement dans la campagne. On mange de petits friands de maïs avec de la viande de mouton ou bien du dindon, le tout assaisonné avec beaucoup d'épices régionales.

Les jours de marché, le jeudi ou le dimanche, la population se réunit : tous descendent des montagnes, pieds nus le long de pentes, tous vont à la Cofradia. Tous, jeunes, vieux, hommes, femmes, se rencontrent et dansent allègrement la danse de La Pache, pour laquelle on tient dans ses mains 3 épis de maïs attachés avec des fleurs et de l'encens. Beaucoup s'enivrent. Les prêtres mayas prient les Dieux, notre Mère La Terre, notre Père le Soleil, notre Grand-Mère la Lune. Et aussi les Ancêtres pour qu'à chacun soit donné son Animal Protecteur. Au Dieu du Vent on demande qu'il nous aide à garder le maïs droit et vigoureux, au Dieu de la Pluie qu'il arrose nos semailles et nous permette de recueillir l'eau de ses yeux car autrement le soleil pleure et peut nous laisser sans lumière. A notre Grand-Mère la Lune, qu'elle nous accompagne de son tison nocturne et que les voyageurs ne perdent point leur chemin.

Tout est beau, tout est joyeux, mais quel dommage que nos terres donnent si peu et que, à cause de cela, beaucoup se retrouvent sans rien après la fête. Il

faut alors aller emprunter ou bien passer un contrat avec les patrons de la plantation. La plus grande partie de notre temps, nous la passons sur la côte, dans la chaleur accablante du domaine, où on nous paie un salaire si faible que, même en se tuant au travail, on ne peut faire vivre sa famille. C'est là que nos fils meurent, tués par la trop grande chaleur, par les parasites intestinaux, la dysenterie, les puces, les poux. Parce qu'on nous installe dans les hangars où l'on met parfois les vaches et les chevaux du patron. On nous maltraite dans



les plantations. Et c'est encore pire pour nous, Indiens : on nous trompe sur le paiement de nos salaires ; on nous trompe sur le poids du café ou du coton que nous avons ramassé, parce qu'il nous est difficile de parler espagnol, et ils en profitent pour nous maltraiter.

Si nous nous levons pour réclamer des salaires plus justes, on nous assassine, on nous enlève pour ne plus jamais revenir. Nous les paysans, Indiens et Métis de tout le Guatemala, nous pensons qu'il nous faut faire quelque chose, et c'est pour cela que depuis quelques années nous nous défendons. Et nous nous défendons contre ces quelques



riches qui possèdent nos terres, nos terres qu'ils ont volé à nos pères, parce que nos terres ne sont pas seulement les ravins où l'on nous maintient aujourd'hui dans une vie de misère et de faim.

A San Marcos nous avons souffert, mais maintenant nous nous défendons avec des bâtons, des pierres, des carabines et des fusils de chasse. Nous nous défendons parce que le soldat du riche vient nous tuer, parce que l'avion du riche vient nous bombarder. Nous nous défendons parce que nos idées ne sont pas les mêmes que celles des gens au pouvoir. Leur idée est de conserver leurs richesses, et la nôtre est celle du droit à notre vie, à nos semences, à nos animaux, au développement de notre culture et de nos communautés.

Si vous voyiez l'attitude des riches envers nous, les pauvres, à San Marcos : parfois ils donnent quelques centimes pour qu'on se taise, parfois en passant à côté de nous ils nous bousculent et nous écartent comme si nous étions un tas d'ordure, et parfois ils maltraitent et frappent celui d'entre nous trop faible pour soulever ses cent kilos de café.

C'est pour cela que nous nous battons, pour ne plus rester écrasés sous les gouvernements des riches. Nous, les Indiens et tout le peuple pauvre de San Marcos, nous n'avons pas peur des riches, nous les avons seulement respectés et eux ne nous ont pas reconnus et ont décidé de nous faire la guerre. A cause de cela nous devons nous défendre et installer nos propres maires, nos propres autorités : notre propre peuple doit en décider.

Car nous ne pouvons plus continuer avec ces riches et les généraux qui sont en train de nous tuer avec leurs avions, leurs armes, les lourdes tâches qu'ils nous imposent, nous ne pouvons plus continuer, même s'ils utilisent le nom de Dieu pour rester au pouvoir. Nous ne pouvons plus continuer avec les gens qui ont sali leurs mains du sang de milliers de voisins, de parents et de frères.

Nous ne pouvons plus continuer avec ces gens qui nous méprisent et nous maltraitent, qui se servent de nous comme si nous étions leurs jouets, qui accablent et violent nos femmes et nos filles, qui leur refusent le droit d'apprendre à lire et à écrire pour pouvoir mieux les tromper. Pour cela nous nous sommes levés, hommes et femmes, pour lutter contre les généraux, les colonels et les riches.

Même s'il nous faut manger l'herbe de nos ravins, nous continuerons à nous battre pour défendre notre vie et construire un avenir meilleur.



## ET SI ON RENTRAIT A LA MAISON ?

Depuis le coup d'État de Rios Montt le 23 Mars 1982, la terreur n'a fait que s'accroître au Guatemala. L'instauration des «tribunaux d'exception» démontre que le génocide est tel que le légaliser vis-à-vis de l'opinion nationale et internationale devient pressant pour la dictature guatémaltèque. Ce massacre généralisé est principalement dirigé contre les paysans essentiellement indiens qui au Guatemala sont le support fondamental, décisif de la bataille qui se mène entre la dictature et l'opposition. Tous les moyens sont bons pour l'armée qui croit pouvoir venir à bout du mouvement populaire : «l'armée, après avoir tout détruit, offre aux paysans «refuge», vêtements et nourriture pour essayer de tromper l'opinion publique internationale. En fait, les campements où l'armée regroupe et contrôle les populations déplacées (par elle. NDLR) constituent de véritables «hameaux stratégiques» formés sur le modèle américain utilisé au Vietnam» (1). Face aux bombardements continuels, face à cette persécution organisée, certain(e)s rejoignent la guérilla ; d'autres fuient avec leur famille, abandonnant ce qui leur est le plus cher, leur terre : ce sont ceux qu'on appelle communément des RÉFUGIÉS.

La répression gouvernementale dans les campagnes a provoqué un mouvement interne et externe de réfugiés qui s'élève environ à 1 million de personnes (1/7 de la population totale) si ce n'est plus. Ces familles, se retrouvent sans logement, sans nourriture, sans vêtements, victimes de maladies ou bien au Honduras, au Mexique pour échapper aux bombardements, aux exécutions massives.

Nombreux sont les paysans, qui n'ayant pas pu sortir du pays, quittent l'Altiplano pour rejoindre d'autres zones du pays ou la capitale Ciudad-Guatemala où ils s'installent dans les bidonvilles périphériques. «Le gouvernement lui-même a reconnu que 250 000 familles environ se sont déplacées de leur lieu de résidence à cause des actions menées par l'armée combattant la guérilla» (2). Là, avec femmes et enfants, ils vivent dans la misère la plus totale. De plus, «la police nationale et le commando SWAT délogent ces familles des terrains où elles s'installent, prétextant qu'elles violent des propriétés privées» (3).

Des milliers de paysans construisent des campements de réfugiés dans la campagne, dans des régions situées hors des secteurs déclarés zones de guerre par le gouvernement. Cependant, la faim et les maladies sévissent, surtout parmi les enfants. Selon «El Grafico», journal qu'on ne peut soupçonner d'être dans l'opposition, une épidémie de gastro-entérite a éclaté dans le campement situé à «Las Lagunas» près du chef-lieu de Huehuetenango, où survivent 150 familles indiennes. Ces campements de réfugiés sont composés essentiellement de femmes et d'enfants ; dans celui de «Las Lagunas», 75 enfants sont gravement atteints de gastro-entérite. «Étant donné le niveau de malnutrition de ces enfants, on peut craindre que si une aide médicale n'arrive pas rapidement, des dizaines d'enfants vont mourir» (4). En effet, il devient urgent d'aider ces réfugiés. Mais tant que l'armée de Rios Montt aura les mains libres, des centaines de milliers de paysans Ixiles, Quichés,

Mams, Pocomams, Kekchies et d'autres ethnies de l'Altiplano vivront dans l'horreur quotidienne.

D'autres familles se sont réfugiées au Honduras (15 000 au moins) et au Mexique, principalement dans l'État du CHIAPAS. L'ambassadeur du Mexique au Guatemala, Rafael Macedo Figueroa, a déclaré que 9 000 réfugiés se trouvaient sur la frontière guatémaltèque-mexicaine. Mais ces 9 000 réfugiés sont des personnes ayant demandé le statut de réfugiés, officiellement. Ainsi, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies estime à 40 000 le nombre de réfugiés guatémaltèques au Mexique tandis que selon la Conférence Épiscopale ils seraient 120 000 environ. D'autres sources affirment qu'il existe 400 000 réfugiés politiques guatémaltèques (5). Les chiffres manquent de précision, les phénomènes de mouvements de réfugiés étant toujours difficiles à cerner. La sous-commission des Droits de l'Homme au Guatemala suggère qu'un rapporteur aille enquêter sur place «à la zone frontalière avec le Mexique où se trouvent les groupes de réfugiés guatémaltèques qui peuvent donner une information objective en ce qui concerne les massacres constamment commis par l'armée (guatémaltèque. NDLR)» (6).

Mais, de nombreuses informations permettent de se rendre compte de la situation. Le long de cette frontière de 800 kilomètres, les réfugiés vivent dissimulés dans la forêt ou regroupés dans des campements. Le plus souvent, ils sont venus à pieds et beaucoup de vieillards, d'enfants sont morts en cours de route en tentant de rejoindre cette frontière. De plus, «profitant de la situation où se trouvent ces réfugiés, les autorités frontalières mexicaines les persécutent, les menacent, et quand elles le peuvent, les obligent à retourner au Guatemala, vers une mort certaine» (7). Quand elles ont réussi à passer cette frontière dûment surveillée, les familles échouent dans des campements comme celui de «La Sombra» où plus de 2 000 réfugiés vivent dans des maisons faites

de carton et de plastique, sans nourriture. Plus de 500 enfants y survivent, victimes de malnutrition, de maladies gastro-intestinales, de tuberculose, de paludisme ; 6 de ces enfants déjà sont morts de faiblesse.

Par ailleurs, l'opposition mexicaine dénonce divers incidents qui ont eu lieu sur la zone frontalière, provoqués selon elle par le gouvernement guatémaltèque. En effet, la dictature de Rios Montt cherche à provoquer le gouvernement mexicain afin que celui-ci militarise la zone, crée un «cordon sanitaire», un couloir où l'armée guatémaltèque pourrait décimer les réfugiés ainsi pris au piège. De fait, le gouvernement mexicain tolère la politique génocide de Rios Montt malgré les nombreuses incursions des soldats guatémaltèques ; ainsi le 30 Août 1982, 40 Kaïbiles ont passé la frontière mexicaine et assassiné deux paysans et un réfugié près de Plo-trero Marro (8).

Dans ce sens, il est important de noter les accords dégagés lors de la Seconde Rencontre Nationale des Comités mexicains de Solidarité avec le Peuple Guatémaltèque qui s'est tenue les 24 et 25 juillet à San-Cristobal de Las Casas dans l'État du Chiapas. Il a été décidé qu'une enquête serait effectuée sur place, des témoignages seront recueillis pour être ensuite publiés «comme une accusation et un démenti face aux déclarations de Rios Montt et de Reagan» (9). Il sera demandé au gouvernement mexicain de reconnaître l'existence au Guatemala de l'État de guerre qui est la cause de l'exode massif de réfugiés guatémaltèques au Mexique. Une campagne d'information sera lancée à tous les niveaux pour démasquer la politique génocide de Rios Montt. De plus, ces comités de solidarité demandent au gouvernement mexicain de ne pas militariser la frontière *comme le souhaiteraient le gouvernement nord-américain et la dictature militaire guatémaltèque*

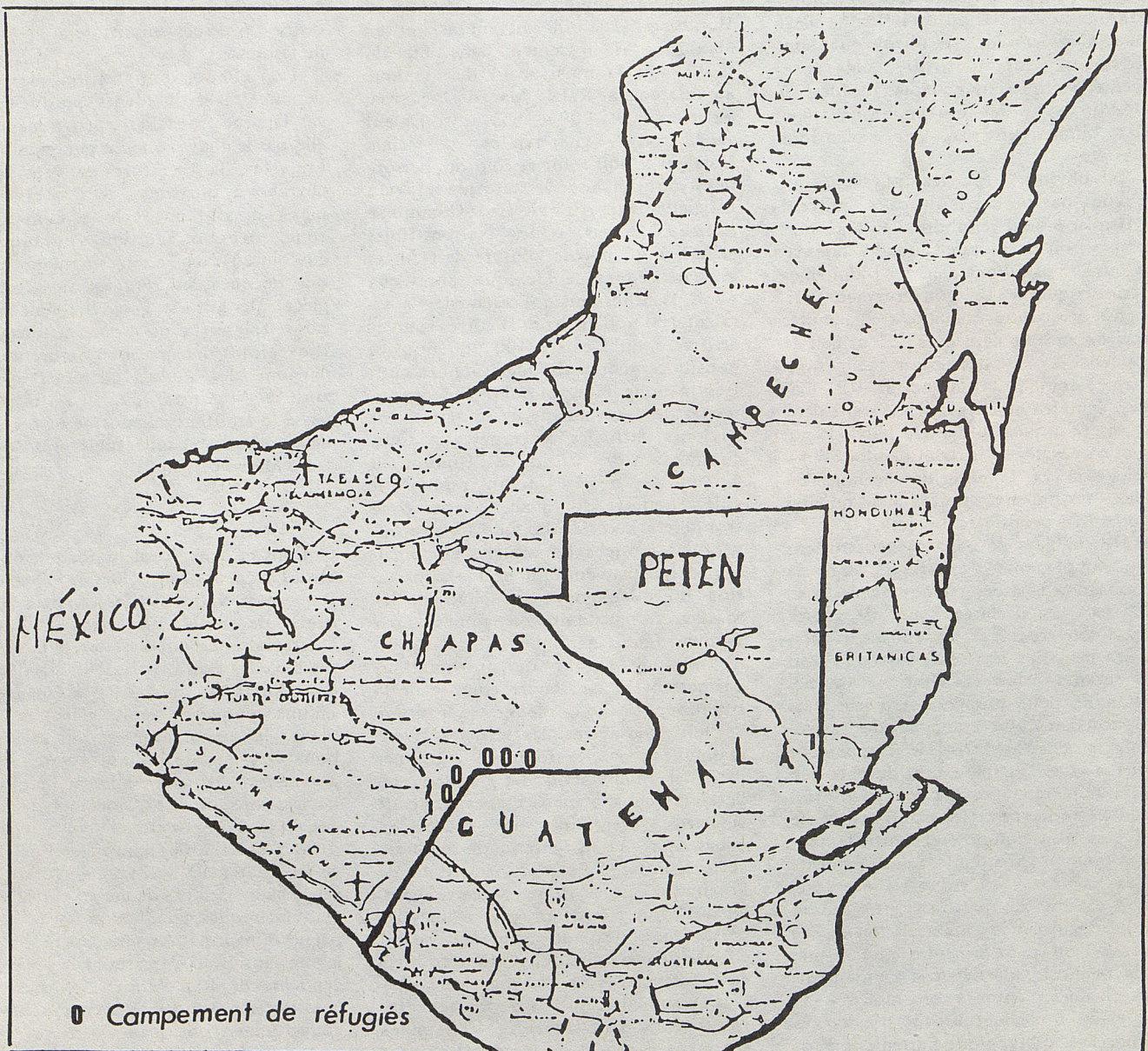
au nom d'une prétendue «contagion subversive», prétextant leur volonté de nettoyer cette zone frontalière qui, selon eux, servirait de base d'appui aux organisations combattant la dictature. «Le gouvernement mexicain doit reconnaître le droit des réfugiés à fuir vers le Mexique afin qu'ils puissent sauver leur vie ; il doit adopter une politique de portes ouvertes et défendre les droits de ces réfugiés» (10).

En France, la Coordination des comités de Solidarité avec le Peuple du Guatemala a décidé de faire de la dénonciation de la situation des réfugiés un

de ses axes de campagne. Il est nécessaire de savoir quelle situation prévaut dans la région du Chiapas ou ailleurs ; situation qui est une des nombreuses conséquences de la politique génocide menée par Rios Montt soutenue par les États-Unis.

20 Octobre 1982

- (1) «Guatemala : la crise du pouvoir et la Guerre Populaire Révolutionnaire».
- (2) «Guatemala-informe general» Oficina de servicios de solidaridad. Mexico.
- (3) «Brecha», boletín informativo de centro-america n° 1.
- (4) «El Grafico» 10 septembre 1982.
- (5) Rapport de la commission des Droits de l'Homme au Guatemala. 24 juillet 1982.
- (6) Lettre de la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala au Directeur de la Division des Droits de l'Homme à l'ONU' 31 Août 1982.
- (7) «Palante» n° 4. Juillet 1982.
- (8) «Inforpress» n° 511. 23 septembre 1982.
- (9) «Bandera Socialista» n° 285. 12 août 1982.
- (10) «Bandera Socialista» - op. cité.



## 22 000 RÉFUGIÉS GUATÉMALTEQUES LE LONG DE LA FRONTIÈRE MEXICAINE

G. Bouvier

Au Guatemala, après le coup d'état du Général Rios Montt au mois de Mars 1982, la lutte contre la guerrilla s'est intensifiée, déclenchant la répression dans les campagnes, notamment à l'ouest du pays dans le département de Huehuetenango proche du Mexique. On a appris que plus de 2.500 Guatémaltèques se sont introduits au Mexique pendant les derniers jours de Juillet provenant de communautés de ce département.

En un mois le nombre de réfugiés guatémaltèques qui se trouve dans les camps de l'État de Chiapas, au Sud-est du Mexique, à la frontière du Guatemala, a doublé. Tous les jours des centaines d'indigènes Chujes et Kanjobales fuient la répression dans leur pays et entrent au Mexique emportant avec eux le minimum pour survivre. A la fin du mois de Juin et pendant le mois de Juillet les camps de réfugiés de l'État de Chiapas se sont multipliés.

Au Mexique des représentants du Comité de coordination diocésain d'aide aux réfugiés affirment que l'on doit l'augmentation des réfugiés guatémaltèques, selon les versions de paysans qui ont traversé la frontière, à la nouvelle offensive anti-guerrilla de trois mois lancée par le gouvernement du Général Rios Montt et à l'occupation de villages par l'armée guatémaltèque, principalement dans le département de Huehuetenango à l'ouest du Guatemala. Des renseignements donnés par les nouveaux immigrants guatémaltèques et recueillis par le comité diocésain de solidarité indiquent qu'en 8 jours — du 16 au 23 juillet — 400 personnes dont femmes et enfants ont été massacrées dans leur communauté par l'armée guatémaltèque.

A San Francisco et à Laurel, canton de Nenton. 350 personnes sont mortes le 17 juillet. A Yalabajoch trois paysans ont été massacrés par l'armée. Le 22 juillet 40 personnes sont mortes à Shoslac, canton de Santa Cruz «Barillas» alors qu'elles s'apprêtaient à fuir vers le Mexique. Pendant plusieurs jours — vers la fin du mois de juillet — plus d'un millier de paysans, en provenance du village guatémaltèque de Yalabajoch, et parmi eux un couple de vieillards, furent les derniers à passer la frontière.

On a appris que plus de 2500 paysans guatémaltèques se sont introduits au Mexique ces derniers jours, venant de communautés du département de Huehuetenango à l'ouest du Guatemala et frontalière du Mexique. Ces paysans traversent la frontière pour la première fois selon un journal de Tuxtla Gutierrez, capitale de l'État de Chiapas. 380 paysans proviennent de San Francisco, 400 du village de Laurel et 1000 de Yalabajoch, 236 de Yalvestan Buenavista, 90 de Yulque Sancapech, 240 du village de Ischquisis, 780 de Shoslac, 300 de Yascaltan Cienegos et 185 du village d'Ayatalhuitz.

L'Évêque de San Cristobal de las Casas, Monseigneur Samuel Ruiz, est venu en jeep, le 31 juillet 1982, à Lagunas de Montebello, accompagné de quelques prêtres et religieuses. Avant de célébrer l'office il s'est entretenu avec plusieurs paysans des ethnies Chuj et Kanjobal !

«Quand l'armée est venue au village de San Francisco, raconte un paysan, il était environ 10 heures du matin. L'hélicoptère est descendu sur le terrain de football. Les soldats ont emmené tous les hommes dans l'école, ils nous y enfermèrent. Puis ils firent sortir les femmes et les enfants des maisons. Ils firent aussi sortir trois vieillards. D'abord ils tuèrent les femmes à coups de couteau et les enfants. Ils commencèrent à une heure de l'après-midi et ce fut fini à 2 heures. Puis ce fut le tour des hommes vers 3 heures de l'après-midi. A 7 heures tout était terminé. Ils firent sortir les hommes deux par deux et leur donnèrent l'ordre de se déshabiller et ils fusillèrent tous ces pauvres gens. Ils me crurent mort, j'étais au milieu des morts. Quand tout fut terminé ils firent éclater une grenade à l'intérieur de l'école. Ils ont tout brûlé : les maisons, l'église.»

— Combien d'enfants avais-tu ? demande l'évêque.

— J'avais 3 garçons et une fille. Tous sont morts ainsi que ma femme. Je suis seul et je n'ai rien.

«A 7 heures la nuit était déjà tombée. Vers huit heures je me suis mis à marcher vers la frontière mexicaine. J'ai marché jusqu'à 5 heures du matin environ.»

Toute la zone frontalière se trouve aujourd'hui parsemée de toiles de plastique de différentes couleurs, qui servent d'abri contre les pluies torrentielles de Juillet, de branchages qui servent de toit. De nombreux enfants jouent dans la boue.

Sébastien Francesco Pérez, paysan Kanjobal du hameau El Poblado canton de San Mateo Ixtatan raconte que l'armée est arrivée à une «Finca» le samedi 17 juillet, la finca Ischquisis. Soixante soldats, cinq hélicoptères. A l'arrivée de Rios Montt à la présidence il y eut un mois d'amnistie. Au début des soldats vinrent pour le recensement. Mais le 17 juillet ce fut la tuerie. Les Pintos «Kaibiles» brûlèrent les toits de paille avec de l'essence, volèrent l'argent des paysans, violèrent les femmes et les jeunes filles de quinze ans et massacrèrent plusieurs paysans qui rentraient des champs avec le maïs pour la famille. Les «Kaibiles» pensent que les paysans aident les guerrilleros de l'E.G.P. (Ejercito Guerrillero de los Pobres : Armée de Guerrilla des Pauvres).

«Nous avons erré pendant 2 jours dans la montagne. Nous avons dormi sur le sol, sous la pluie, sans nourriture. Tous nos animaux, notre volaille, sont restés dans les «Ranchitos».

Toutes ces familles qui se trouvent aujourd'hui réfugiées au Mexique étaient propriétaires de leur lopin de terre — aujourd'hui elles n'ont plus rien. Les renseignements recueillis ne reflètent pas l'intensité du problème, étant donné que l'immigration se fait presque quotidiennement et à divers endroits, mais pour les mêmes raisons : la répression et la persécution.

Le gouvernement mexicain a jusqu'à présent envoyé quelques instituteurs dans quelques camps, de la nourriture, des vêtements, des toiles de plastique et quelques tôles ondulées en carton qui servent d'abri. Mais, devant la situation, tout cela est insuffisant selon le Père Alfredo Inda, curé de Pasohondo, membre du Comité de coordination diocésain du Chiapas d'aide aux réfugiés.

Par contre les réfugiés ont été très bien accueillis par quelques municipalités le long de la frontière. Certains y ont

d'ailleurs de la parenté. Des paysans mexicains leur ont offert un morceau de terrain qu'ils ont aussitôt semé, et pourtant ces paysans mexicains sont aussi pauvres qu'eux. Les réfugiés du Km 15 ont trouvé un accueil dans les maisons de paysans mexicains.

Les services d'immigration ont voulu faire sortir les réfugiés du Mexique. Ils leur disaient qu'étant guatémaltèques ils ne pouvaient rester là, car la loi mexicaine ne les y autorise pas, mais ils peuvent demeurer 50 mètres à l'intérieur de leur terre au Guatemala. Contre ces mesures il y eut alors une opposition de petits propriétaires mexicains. Ils ont aussi aidé les réfugiés contre les patrouilles du parc de Lagunas de Montebello où sont réfugiés les paysans chassés du Guate-

mala. Trois cent d'entre eux se trouvent dans la montagne, entassés dans une vieille auberge, tant que dure le danger, contents de l'hospitalité des paysans mexicains. Les services d'immigration leur ont donné une carte — la FM 8 — qui permet de faire de multiples entrées au Mexique, mais ils durent rentrer au Guatemala. Certains d'entre eux n'ont rien reçu malgré les promesses faites par les services mexicains.

Les réfugiés n'ont rien, car ils sont partis en hâte de chez eux pour fuir les «Kaibiles» qui pillent et brûlent les villages le long de la frontière. Ils ont besoin de tôles ondulées, de toiles de plastique pour se protéger de la pluie abondante en cette saison au Mexique. Ainsi à la «Colonia» Santa Marta ils n'ont ni linge,

ni vêtements, ni argent. Mille villageois sont venus du village guatémaltèque de Yalabajoch. Ils veulent un peu de terre pour cultiver. Ils ont reçu du Comité diocésain du maïs et des haricots pour leur alimentation. Mais ils manquent de médicaments pour les enfants et les vieillards malades, certains enfants souffrent de malnutrition. Certains sont restés plusieurs jours dans la montagne. Le Comité de coordination de San Cristobal de las Casas leur a demandé de s'organiser car ils sont trop nombreux. Il faut élire des responsables pour que l'aide soit répartie équitablement. Le Père Javier les invite à partager avec fraternité et solidarité.

Chiapas, juillet-août 1982.

## Nouvelles Breves



Durant la dernière semaine d'Octobre, plus de 1 500 hommes des corps répressifs guatémaltèques ont réalisé de gigantesques opérations militaires dans la capitale.

Les corps conjoints de la Police Rurale, de la Police Militaire Mobile, de la Police Nationale et de l'armée, appuyés par des véhicules blindés, envahissent et sement la terreur parmi les habitants de Ciudad-Guatemala. Ce qui démontre aussi que la tentative de Rios Montt de limiter l'état de guerre aux campagnes n'a pas fait long feu. Il a lui-même perturbé la tranquillité de la capitale dont il s'était fait le promoteur ! Une fois de plus, le masque sensé dissimuler la situation qui sévit au Guatemala est tombé.

Par ailleurs, selon des reporters de presse qui sont sur place, des opérations similaires sont menées par l'armée sur les routes de l'intérieur du pays, plus particulièrement dans la zone sud-occidentale du pays et sur les voies de sortie de Ciudad-Guatemala.

Des dizaines de civils ont été arrêtés. Actuellement toujours en détention, ils n'ont été présentés devant aucun tribunal ordinaire.

**LA MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ S'ACCENTUE.** Le ministre de l'intérieur, Ricardo Mendez Ruiz, a annoncé qu'il allait demander au «président» Rios Montt de prolonger l'État de siège pour encore 30 jours. Cela, a-t-il dit, «parce que les raisons l'ayant auparavant motivées restent tout aussi balables aujourd'hui». Décrétée pour la première fois le 1er juillet 1982, cette mesure d'exception a été renouvelée jusqu'à présent tous les 30 jours pour, selon la dictature, sauvegarder «la paix sociale et l'ordre public». A suivre... D'autre part, après que la censure ait été imposée à toutes les mass-médias, le capitaine de navire, Juan Fernandez Cifuentes, a été nommé au poste de directeur du Journal Officiel. Les militaires continuent à aménager le pouvoir à leur façon : il est à craindre que de leur part les nouvelles se fassent de plus en plus rares.



WASHINGTON, 12 octobre 1982 — Le journal «THE NEW-YORK TIMES» a publié de nouveaux récits sur les massacres d'indiens commis par l'armée guatémaltèque. Ces massacres coïncident avec les efforts nord-américains pour

augmenter l'aide au régime du général EFRAIN RIOS MONTT.

Le N.Y.T. publie, entre autres, des témoignages de survivants du massacre perpétré le 17 juillet dernier dans le village SAN FRANCISCO, où plus de 300 hommes, femmes et enfants ont été assassinés. Quelques 500 soldats, commandés par six colonels, sont arrivés à ce village vers 11 h du matin, et après avoir séparé les hommes du reste de la population, ont commencé l'assassinat collectif à 15 h. Les hommes ont été fusillés, ajoutent les rescapés, tandis que les femmes et les enfants ont été tués au couteau et à la machette, avant de recevoir le tir de grâce.

Le N.Y.T. publie aussi, les récits des survivants des massacres effectués par l'armée guatémaltèque dans le village XAMOXU, le 17 août et 21 septembre derniers...

Les informations concernant les nouveaux assassinats collectifs, provoqués par la politique de «terre brûlée» du régime de RIOS MONTT, arrivent tous les jours aux camps de réfugiés guatémaltèques qui s'étendent sur la frontière sud du MEXIQUE, affirme le N.Y.T.

Ces révélations coïncident avec les efforts du gouvernement Nord-Américain, pour augmenter son soutien économique et militaire au régime installé au GUATEMALA depuis le coup d'état, le 23 mars dernier.

Le N.Y.T. informait le 11 octobre que l'administration REAGAN soutiendra les demandes de crédits guatémaltèques, présentées devant plusieurs organismes financiers internationaux, contrôlés par les ÉTATS-UNIS.

Ainsi le gouvernement Nord-Américain a demandé au congrès l'approbation d'un crédit de 20 millions de dollars en aide économique et militaire au GUATEMALA pour 1983. Et le mois dernier, les congressistes ont accepté d'accorder une aide de 10 millions de dollars, comprise dans le dit «plan REAGAN pour le bassin des Caraïbes».

## UNE POLITIQUE POUR LA CULTURE

Au Guatemala, l'ampleur des massacres contre la population paysanne, indienne dans sa très grande majorité, met en évidence la volonté du gouvernement de Rios Montt d'exterminer délibérément des siècles d'histoire. Parce qu'aujourd'hui on a découvert, dans ce pays, que défendre la culture est aussi une arme politique.

Un des buts du génocide et de la tactique de « terre brûlée » employée par l'armée guatémaltèque, notamment après l'instauration de l'État de siège, est celui de briser la volonté de lutte de la population indienne. C'est que l'incorporation massive des indiens à la Guerre populaire révolutionnaire, a donné une telle vigueur à celle-ci, que même les États-Unis considèrent cet aspect comme un des plus inquiétants pour la sauvegarde du régime guatémaltèque.

Et pour cause : c'est effectivement cette participation des indiens à la lutte, qui a permis au mouvement révolutionnaire de devenir une véritable alternative politique. Et c'est à partir de là, que la perspective d'une victoire populaire a cessé d'être un rêve lointain, pour devenir une possibilité réelle.

Dans ce contexte, une des caractéristiques essentielles du processus révolutionnaire guatémaltèque est d'être AUS-SI une révolution ethnique, où la participation de l'indien EN TANT QUE TEL (et non plus en termes purement socio-économiques), est décisive. Car aujourd'hui, la défense de la culture et de l'identité indienne est intimement liée à la défense de la communauté. Il s'agit, tout simplement, de lutter POUR LE DROIT A LA VIE.

On peut se demander, alors, quelle est la place de la culture dans une telle situation ? Sans entrer dans une grande polémique sur la définition de la « culture », nous pouvons constater que celle-ci est, entre autres, un ensemble de modes de vie et d'action, résultat d'une évolution historique donnée, d'une Histoire. Autrement dit, c'est la synthèse dynamique de la réalité historique, « matérielle et spirituelle », d'une société donnée.

Ce n'est qu'en plaçant cela dans le contexte actuel du Guatemala, celui d'une Guerre populaire révolutionnaire, que l'on pourra comprendre la fonction de la culture dans une telle société. Cette fonction est déterminée par le fait que la GPR est le facteur fondamental pour la construction de la nouvelle société, dont le premier pas sera l'instauration du gouvernement RÉVOLUTIONNAIRE, PATRIOTIQUE, POPULAIRE ET DÉMOCRATIQUE.

Il faut, alors, que les aspirations populaires trouvent des formes pour s'exprimer dans la réalité, qui permettent l'indispensable apport collectif à la construction d'un nouveau Guatemala. C'est pourquoi la culture doit être considérée comme une dimension de la prati-



que politique, afin de l'insérer dans le processus de transformation de la société.

### L'ORGANISATION : UNE NÉCESSITÉ

Différents secteurs de la société guatémaltèque ont fait leur appel de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (UNRG), à l'annonce de l'unité et des cinq points du programme gouvernemental, et ont formé le Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP).

Allant dans le même sens, afin de contribuer collectivement au processus de libération, les travailleurs de la culture ont décidé de s'organiser dans l'Association des Travailleurs de la Culture du Guatemala « Alaïde Foppa » (ATCG). La nécessité politique d'une telle unification d'efforts est évidente : parce que faire vivre « les manifestations culturelles d'un peuple en guerre, les encourager, les enrichir et les diffuser ne peut pas être considéré comme quelque chose d'intérêt simplement académique. »

Il ne faut pas oublier, souligne l'ATCG, « qu'actuellement les travailleurs de la culture qui survivent à l'intérieur du pays sont réduits au silence et à l'anonymat, à cause de la répression gouvernementale et de l'absence de possibilités pour diffuser leurs œuvres. Quelques uns sont dans les rangs des organisations politico-militaires, d'où ils exercent leur travail culturel de pair avec leurs responsabilités politiques. Un bon nombre vit en exil forcé, dispersés dans tous les coins de la planète.

D'autre part, le racisme officiel, celui des classes dominantes à l'encontre de la majorité indienne, empêche effectivement le contact entre la culture ladina (métisse) et les diverses cultures ethniques. Ceci a frustré la formation d'une

culture nationale réelle, ce qui oblige les producteurs culturels ladinos (comme c'est le cas pour la majorité des membres de l'ATCG) à s'adresser, non pas à leur propre peuple mais à l'extérieur, où ils resteront fondamentalement marginalisés.

Tous ces siècles de domination et de discrimination ont permis que le patrimoine culturel guatémaltèque soit systématiquement pillé, et transformé en marchandise. Ainsi, on a essayé d'effacer la mémoire collective au nom d'une « modernité » jamais atteinte. Ceci a entraîné la dévalorisation presque totale de toute expression de créativité populaire.

Il est donc nécessaire, dans le cadre de la GPR, de faire vivre ce patrimoine culturel, pour qu'il soit une contribution active à l'affirmation de la spécificité et de l'identité du peuple guatémaltèque. C'est la seule façon de considérer le peuple, non pas comme un « récepteur de culture » mais comme un sujet culturel : un véritable créateur de culture.

Ce qui est important, finalement, est de procéder à l'analyse critique de la culture du peuple, telle qu'elle existe, en fonction des exigences de la lutte pour la construction d'une nouvelle société. Ceci ne veut pas dire qu'on doit ramener les expressions culturelles à un niveau pamphlétaire plus ou moins « popularisant ».

Ce qu'il faut, bien au contraire, et c'est le but d'une politique culturelle révolutionnaire, c'est que le peuple redécouvre sa capacité de création à tous les niveaux (esthétiques, modes d'expression, etc.). Et cela, autant dans le processus de GPR comme après le triomphe.

\* \* \* \*

## PROTESTATIONS CONTRE LES EXECUTIONS AU GUATEMALA

PARIS, 13 OCTOBRE (ANN.).

L'exécution par l'armée guatémaltèque de quatre prisonniers politiques condamnés à huis-clos par des tribunaux militaires d'exception continue à provoquer la protestation d'intellectuels de renommée mondiale.

«Ces procès-exécutions réintroduisent une pratique qui, malgré l'escalade répressive de ces dernières décennies, était tombé en désuétude en Amérique Latine» a déclaré l'écrivain argentin JULIO CORTAZAR.

L'auteur de «Rayuela» a exprimé son «refus» pour ce nouveau pas dans l'intensification du terrorisme d'État au Guatemala qui révèle clairement en quoi consiste le «sentiment chrétien du général Rios Montt». L'écrivain a exigé que cessent les exécutions sommaires et les massacres de paysans «dans ce pays centro-américain puni par Dieu».

L'écrivain français SIMONE DE BEAUVOIR et le cinéaste gréco-français COSTA-GRAVAS ont aussi condamné les exécutions et ont lancé un appel pour empêcher que le régime guatémaltèque fusille 40 autres prisonniers politiques actuellement entre les mains des militaires.

\*ANN : Agencia Nueva Nicaragua.

«Au Guatemala, on compte depuis 1954 une exécution toutes les 5 heures» a déclaré l'écrivain uruguayen EDUARDO GALEANO à ANN\*. Il a ajouté que «le plus rare est que le régime notifie officiellement qu'il fusille alors qu'il a toujours assassiné dans l'ombre». De plus, Eduardo Galeano a souligné que «au Guatemala, une tuerie comme Beyrouth se produit chaque jour depuis deux ans. Depuis l'invasion impulsée par les États-Unis qui a renversé le gouvernement Arbenz en 1954, le Guatemala a enduré les dictatures les plus sanglantes du monde».

Galeano a précisé que la répression a empiré d'autant plus «du fait de la révolte des populations indiennes qui se sont incorporées à une révolution qui parle leurs langues. Dans la continuité des conquistadores espagnols du XVI<sup>e</sup> siècle, les indiens sont massacrés au nom de Dieu».

L'auteur des «Mémoires du feu» rappelle que lorsque le général Rios Montt a effectué son coup d'État, «la première chose qu'il déclara fut que Dieu l'avait mis au pouvoir : pourtant, dans les villages indigènes, le seul fait de posséder une bible suffit pour que toute une famille soit dépecée à coups de machete».

FIN/ANN-PARIS.

